

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/13/la-colombie-premier-grand-pays-a-rejoindre-la-coalition-de-non-prolifération-des-énergies-fossiles\\_6205589\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/13/la-colombie-premier-grand-pays-a-rejoindre-la-coalition-de-non-prolifération-des-énergies-fossiles_6205589_3244.html)

## **La Colombie, premier grand pays à rejoindre la coalition de non-prolifération des énergies fossiles**

**Au pouvoir depuis août 2022, le président de gauche Gustavo Petro veut engager son pays sur la voie d'une ambitieuse transition énergétique.**

Par Marie Delcas

Publié le 13 décembre 2023

A l'occasion de la 28e Conférence des parties sur le climat (COP28) de Dubaï, dix petits Etats insulaires et la Colombie se sont engagés à promouvoir un traité de non-prolifération des énergies fossiles. Une centaine de villes et des milliers d'organisations de défense de l'environnement soutiennent l'initiative. Grande comme deux fois la France, peuplée de 50 millions d'habitants, la Colombie, qui produit quelque 800 000 barils de brut par jour et 85 millions de tonnes de charbon par an, fait figure de géant dans cette coalition où l'on trouve des Etats comme les Samoa, les Palaos, les Fidji, Antigua-et-Barbuda et le Timor oriental.

[Au pouvoir depuis août 2022](#), le président de gauche Gustavo Petro veut engager son pays sur la voie d'une ambitieuse transition énergétique. En janvier, il avait annoncé que son gouvernement ne signerait pas de nouveaux contrats d'exploration d'hydrocarbures. L'opposition de droite s'insurge. Beaucoup, au centre et à gauche, doutent.

« *Ce n'est pas à un pays comme la Colombie, aux infrastructures très déficientes, d'assumer le coût de la transition énergétique* », considère Sergio Guzman, directeur de l'institut Colombia Risk Analysis, en rappelant que la Colombie ne produit que 0,3 % des émissions globales de CO<sub>2</sub>, en grande partie responsables du changement climatique.

### **« Nous choisissons le camp de la vie »**

Le président Petro sait qu'il ne fait pas l'unanimité. « *Même la société de mon pays dira : "Comment le président peut-il envisager un tel suicide économique, sachant que nous dépendons du pétrole et du charbon ?"* », a-t-il déclaré à Dubaï. Selon un sondage de l'institut Invamer datant de février, 59 % des Colombiens désapprouvaient la décision de mettre fin aux contrats d'exploration pétrolière et 65 % se disaient favorables à l'implantation d'entreprises multinationales et aux investissements étrangers.

Mais M. Petro maintient la ligne. « *Aujourd'hui, nous assistons à une immense confrontation entre le capital fossile et la vie humaine, et nous devons choisir un camp. Nous, nous choisissons le camp de la vie* », a-t-il ajouté.

La Colombie, qui ne dispose plus que de sept ans de réserves de pétrole et de gaz naturel, reste très dépendante de ses combustibles fossiles. Taxes, dividendes et redevances fournissent 15 % des recettes de l'Etat. Les exportations de pétrole et de charbon représentent 55 % du total des

exportations. Le gouvernement colombien veut affecter les revenus perçus à un fonds destiné à financer des projets d'énergie propre.

## « Une politique trompeuse »

« *Comment Petro envisage-t-il de financer le manque à gagner pour le pays ?* », interroge la sénatrice de droite Maria Fernanda Cabal. Les économistes doutent que le tourisme puisse prendre la relève du secteur des hydrocarbures. Pour M. Guzman, « *M. Petro se pose en martyr de l'environnement sur la scène internationale au détriment des intérêts du pays* ».

Francisco Lloreda, qui a été président de l'Association colombienne du pétrole et du gaz, dénonce pour sa part « *une politique trompeuse* ». « *Le président promet haut et fort de ne plus signer de contrats d'exploration, mais en sous-main il prolonge les contrats aujourd'hui en vigueur et laisse l'entreprise publique Ecopetrol explorer dans les zones qui lui ont été attribuées* », affirme-t-il.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [La Colombie reste sous l'emprise de la cocaïne](#)

Ajouter à vos sélections

Les critiques adressées à M. Petro sont d'autant plus vives que celui-ci annonçait, fin novembre, que la Colombie allait possiblement exploiter du pétrole et du gaz au Venezuela. « *Les hydrocarbures vénézuéliens seraient-ils moins nocifs que les colombiens ?* », s'indigne Jorge Robledo, ancien sénateur de gauche devenu féroce critique du président.

Les critiques formulées par l'opposition, qui accuse le président d'« *irresponsabilité* » et s'inquiète de le voir « *suicider le pays* », sont amplement relayées par les grands médias, eux aussi très sceptiques. « *Ce n'est pas un suicide économique, c'est l'homicide de la planète que nous empêchons* », leur a répondu, de Dubaï, le chef de l'Etat.

Marie Delcas

-----